

Au Cambodge, le changement ambigu proposé par Sam Rainsy

Tribune des droits humains

7 juillet 2013

par Anne-Laure Porée | Infosud

Dans un pays gangréné par la corruption, l'impunité, la pauvreté, les conflits fonciers, Sam Rainsy, figure de l'opposition depuis près de vingt ans, a fait campagne sur « le changement ».

Un slogan qui a électrisé nombre de déçus par le pouvoir en place, nombre d'ouvriers, dont les salaires, parmi les plus bas d'Asie, engendrent un quotidien difficile, ainsi qu'une large frange de la jeunesse, qui n'a jamais connu d'autre gouvernement que celui conduit par l'actuel Premier ministre Hun Sen.

HUN SEN VAINQUEUR CONTESTÉ

Alors que le Premier ministre Hun Sen et le Parti du peuple cambodgien (PPC) sont au pouvoir depuis trois décennies, l'opposition menée par Sam Rainsy a réalisé une percée historique aux législatives de dimanche dernier. Contestant les résultats provisoires au nom de la démocratie, Sam Rainsy et ses partisans tiennent aussi, sur le terrain, un discours ultranationaliste qui vise les Vietnamiens. Les résultats provisoires des législatives de dimanche ont prouvé que son parti, le Parti du Sauvetage national (PSN), ratissait bien plus large.

Sopheap, un jeune documentariste de retour de Kompong Cham, province qui a basculé dans l'opposition, raconte :

« Dans mon village, les responsables du PPC ont failli s'étrangler en entendant les résultats. Le PSN gagnait alors que tout le monde promettait de voter PPC ! ».

Un discours carré sur l'économie

Cette percée historique s'explique, entre autres, par une campagne électorale très bien rôdée, relayée sur les réseaux sociaux, dont la jeunesse s'est littéralement emparée.

Un programme de mesures économiques comme l'augmentation des salaires, des pensions de retraite et la gratuité des soins de santé pour les plus démunis avait de quoi séduire face à un PPC campé sur son bilan.

Tandis que le parti au pouvoir revendiquait d'avoir apporté la paix, la stabilité et le développement au pays, Sam Rainsy parlait d'avenir à la jeunesse cambodgienne, un avenir qu'il compte financer en mettant fin à la corruption et en améliorant le prélèvement des impôts et des taxes.

Chea, un technicien de 29 ans, critique :

« Ils font des promesses sans tenir compte de la faisabilité économique ni du contexte régional. Comment Sam Rainsy gouvernerait-il avec un appareil d'Etat acquis au PPC depuis plusieurs décennies ? »

Pour les militants du PSN comme Dina, 65 ans, Sam Rainsy est pourtant l'homme de la situation :

« Il a étudié l'économie en France, il a travaillé dans la banque là-bas, lui seul peut orienter notre économie au profit du pays. »

Fils d'un ancien ministre et diplomate, Sam Rainsy a également été ministre des Finances en 1993 avant d'être destitué par son propre parti. A 64 ans, il s'estime investi d'un rôle. « Je suis le seul vrai challenger de Monsieur Hun Sen. »

Chantre de la démocratie

Échappant à un attentat à la grenade lors d'une manifestation de son parti en 1997, Sam Rainsy a aussi passé de longues années d'exil en France (pays dont il a la nationalité) suite à des condamnations jugées « politiques » par de nombreuses organisations de défense des droits de l'Homme.

Auréolé du prestige d'un démocrate, ce fin politicien n'en tient pas moins, depuis longtemps, en khmer, des discours ultranationalistes trouvant un écho certain chez ceux – et ils sont nombreux – qui considèrent les Vietnamiens comme l'ennemi ancestral et qui n'admettent pas que ces mêmes Vietnamiens les aient sortis de l'enfer khmer rouge en 1979.

Au Cambodge, le Vietnam voisin est souvent perçu comme un « avaleur de terre ». Les Khmers rouges avaient l'obsession des Vietnamiens et de l'intégrité territoriale. Qu'ils aient conduit un quart de la population à la mort entre 1975 et 1979 n'a pas empêché Sam Rainsy de rendre hommage à « ces patriotes résistants » lorsqu'il brigua leur voix aux législatives de 2003.

La stigmatisation des « Youn »

Le sentiment anti-Vietnamien fait recette dans les rangs du PSN. Dimanche, au bureau de Chbar Ampeuv 1 (en banlieue de Phnom Penh), une militante PSN s'empoignait avec une électricienne, lui arrachant son papier d'identité en clamant qu'elle avait déjà voté ailleurs et qu'elle trichait. Attroupement. Cris. Colère.

« Elle ne parle même pas le khmer ! C'est une Youn ! [terme péjoratif qui qualifie les Vietnamiens]. Elle vient voter pour le PPC. Arrêtez la Youn ! »

Dans plusieurs bureaux, des électeurs d'origine vietnamienne, repérés au faciès ou par leur accent, ont été empêchés de voter. « On ne discrimine pas les races, on pense à la nation », justifie Chamrœun du PSN.

« Un million de noms ont été ajoutés sur les listes et donnés à des Vietnamiens qui votent pour occuper le Cambodge. Nous ne voulons pas que le Cambodge soit au pouvoir des Vietnamiens comme le Laos. »

Des propos que conteste Sophol, étudiant originaire de Kampot :

« Sans les Vietnamiens, les Khmers rouges n'auraient pas été chassés du pouvoir. Dans ma famille, on me raconte encore comment ils nous ont aidés dans les années 1980. »

Au lendemain des législatives, le blocage politique est tel que la situation des « Vietnamiens » est loin d'être une priorité.

Mais certains se souviennent de discours étincelants suivis de meurtres, en 1998. Dans la peur de dérapages similaires, certaines familles d'origine vietnamienne sont prêtes à plier bagage et à quitter le Cambodge.

©2013 Tribune des droits humains